

Quel avenir pour le travail ?

Numéro hors-série de *Politis* « autour d'André Gorz », septembre-octobre 2017

Note de lecture de Jean-Paul Allétru, Septembre 2017

Biographie et sources intellectuelles de Gorz (*Timothée Duverger, historien*)

La liberté, chez Gorz, est intimement liée à sa quête d'identité. Juif autrichien, né Hirsch à Vienne en 1923, il grandit dans un contexte d'antisémitisme qui conduit son père à se convertir au catholicisme et à changer son nom en Horst. Il devient adulte pendant la Seconde Guerre mondiale, dans un internat suisse, et adopte le français comme langue courante. Il démarre des études d'ingénieur chimiste et fréquente la jeunesse intellectuelle de Lausanne. Influencé par la philosophie existentialiste de **Sartre**, il fait la connaissance du maître en 1946. Il rencontre à Lausanne celle qui deviendra son épouse, Doreen Keir.

Installé à Paris en 1949, secrétaire du mouvement mondialiste et neutraliste Citoyens du monde, Gorz entre comme journaliste à Paris-Presse, où il francise son nom en Michel Bosquet, puis en 1955 à l'Express. Il publie *Le Traître* sous un nouveau pseudonyme, André Gorz.

Il publie en 1959 son premier ouvrage théorique, *La Morale de l'histoire*, est coopté par Sartre en 1960 au comité de rédaction des *Temps modernes*, et se lie avec **Herbert Marcuse**, **Jean-Marie Vincent** (dirigeant du PSU), et **Ernest Mandel** (responsable de la Quatrième internationale). Cofondateur du *Nouvel Observateur* en 1964, il devient en 1968 l'un des théoriciens de l'**autogestion**, et rejoint l'**écologisme**, qui s'appuie sur quatre piliers : l'autonomie, l'antiétatisme, l'antiproduktivisme et la réduction du temps de travail. Il collabore à partir de 1973 à la nouvelle revue écologiste *Le Sauvage*.

Dans le sillage d'**Ivan Ilitch**, il prône la séparation entre une sphère hétéronome [*contraire de « autonome »*], consacrée à la production du nécessaire, et une sphère autonome, constituée d'ateliers autogérés pour produire le superflu avec des machines. Il forge, dès 1972, dans la foulée du rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance*, le néologisme de **décroissance**.

Vers 1980, il prend sa retraite et s'installe à la campagne. Il s'investit dans l'Association syndicale des chômeurs de **Maurice Pagat**. Dans les *Métamorphoses du travail* (1988), il promeut une réduction massive de la durée du temps de travail tout au long de la vie pour permettre la pluriactivité.

Au cours des années 1990, influencé par **Jacques Robin** de la revue *Transversales* ou par **Alain Caillé** du Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales (Mauss), il se rallie finalement aux thèses du distributisme nées dans les années 1930 sous la plume de **Jacques Duboin**, et à l'inconditionnalité de l'**allocation universelle**.

Cet infléchissement de la pensée culmine en 2003 dans *L'immatériel*, qui s'inspire de *L'Age de l'accès* de **Jeremy Rifkin**. Le mouvement du logiciel libre et les hackers, caractérisés par le commun, la gratuité et la réalisation de soi, constituent la matrice du nouveau sujet révolutionnaire, les imprimantes 3D apparaissent comme les nouveaux outils *high-tech* capables de libérer l'homme de l'aliénation.

André Gorz a semé les graines d'un écosocialisme dont on a vu les premières pousses au printemps de cette année pendant la campagne présidentielle.

Le cheminement intellectuel d'André Gorz (*Robert Chenavier, philosophe*)

André Gorz a amorcé une critique du capitalisme comme un théoricien de l'aliénation qui prolongeait un marxisme refondé par Sartre. Si, comme on le lit dans *Le socialisme difficile* (1967), « *c'est par son travail que l'individu sera intégré à la société* », cela implique une appropriation par les travailleurs des moyens de production. Toutefois, le cadre de ce marxisme revisité éclate progressivement, jusqu'à ce que les *Adieux au prolétariat* (1980) concluent à l'impossibilité, à l'échelle de la « *mégamachine industrielle* », d'une libre appropriation des conditions du travail nécessaire par les producteurs associés. Gorz s'oriente alors, dans *Les Chemins du paradis* (1983), vers le schéma d'un « *espace social discontinu* » qui réduirait la part accordée à la nécessité sociale du travail, afin d'épanouir la liberté dans les domaines de la coopération choisie et de l'autonomie individuelle.

Cette nouvelle orientation aboutit à la négociation du virage principal dans l'œuvre de Gorz, lorsqu'il concède que la « *seule forme de rationalité économique pure* » est celle du capital, et que son mode d'organisation de la sphère du travail est indépassable. Nous ne pouvons que contenir cette rationalité et « encastrent » les activités régies par la logique du capital dans des objectifs sociétaux et écologiques (*Métamorphoses du travail*) (1).

Au fil du temps, Gorz est de plus en plus sensible aux conséquences des mutations du nouveau capitalisme. *Misères du présent, richesse du possible* (1997) et *L'immatériel* (2003) décrivent d'autres formes inédites de subordination. La principale source de valeur résidant désormais dans l'intelligence et les savoirs chez les salariés, le capitalisme cognitif déplace la forme de sa domination vers leur subjectivité, qu'il s'emploie à structurer dans l'intérêt de l'entreprise. Chacun est poussé à se conduire comme libre entrepreneur de soi-même dans la subordination aux fins de l'entreprise. *Misère du présent*, ces technologies supposent une implication dans son travail de toute la personne qui ne peut pas être commandée. Le capitalisme cognitif empiète en somme de plus en plus sur la vie elle-même. *Richesse du possible*, parce que ces technologies rendent à nouveau concevables la réappropriation collective du travail et des moyens de production, qui pourrait même assurer l'essentiel de la production des biens matériels.

Un tel brouillage de la distinction entre autonomie et hétéronomie conduit Gorz à adopter une mesure qu'il avait d'abord refusée : l'instauration d'un « *revenu de base inconditionnel* », seul à même de faire du droit de chacun au développement de ses capacités un droit à une authentique autonomie, séparée de toute fonction productive. [Jusqu'alors Gorz était critique sur le revenu universel, parce qu'il voyait les risques de liquidation de toutes les politiques publiques que cela pouvait engendrer. Il craignait en particulier que ce que Rocard appelait le tiers-secteur, soutenu par un revenu universel très basique (comme *basic income*), ne serve de justification pour abandonner le secteur public et installer ce que Cameron appellera dans les années 2010 *The Big Society*. (Bernard Stiegler)] (2).

Si nous allons vers la « fin du travail », comment refonder les rapports sociaux sur des activités purement autonomes ? Si nous sommes, en revanche, dans un simple « effritement » de la société salariale, comment justifier que le travail « métamorphosé » reste malgré tout le noyau des relations sociales et un point d'appui dans la lutte contre l'emprise grandissante du marché ? Le choix d'une voie implique un examen de la valeur du travail afin de lui donner la place qui lui convient. Saurons-nous forger les bons outils pour penser une « sortie civilisée » de la crise actuelle, au lieu d'être entraînés vers la « sortie barbare » préparée par toutes les formes de productivisme ?

Penser les défis contemporains (Jean-Louis Laville, professeur au CNAM)

Le travail de Gorz consiste à renouer avec le projet émancipateur préconisé par Karl Marx dès 1843, en cherchant une voie entre les dérives totalitaires des pays de l'Est contrôlés par l'Union soviétique, et le modèle social-démocrate en voie d'essoufflement.

Pour lui, le marxisme orthodoxe considère de manière trop simpliste que le travail peut coïncider avec la réalisation personnelle et que l'intégration sociale peut se confondre avec l'accomplissement individuel. Or, ces correspondances entre nécessités collectives et épanouissement humain ne sont plus valables dans une société complexe. Il ne suffit donc pas de remplacer le marché par la planification pour résoudre les problèmes, pas plus qu'il ne suffit de libérer des forces productives entravées par les rapports capitalistes, au risque d'arriver au soviétisme, cette sorte de « grossissement caricatural des traits fondamentaux du capitalisme ».

Si la social-démocratie rencontre des limites, c'est parce que la solidarité redistributive y reste dans une dépendance à la croissance marchande. Loin de remettre en question ce dogme, elle attend le retour de celle-ci pour retrouver des marges de manœuvre sociales. A mesure que les services relationnels (éducation, santé, services aux personnes...) prennent une place grandissante dans l'économie, leur productivité stagnante, du fait qu'ils sont basés sur la relation, induit une baisse tendancielle de la croissance. Voulant hâter la reprise, la social-démocratie ne peut concéder des avantages aux détenteurs de capitaux, et elle verse alors dans le social-libéralisme. Cette mécanique inéluctable, Gorz l'entrevoit et il y ajoute avec pertinence la propension à considérer les usagers comme des assujettis, dans un social-étatisme où les citoyens ne sont pas des « *sujets agissants* » mais des « *administrés en qualité d'allocataires, de cotisants ou de contribuables* ».

Face à la logique fonctionnelle d'une technocratie concentrée sur les exigences du système globalisé, il convient de retrouver le sens de la vie humaine grâce à des formes d'auto-organisation susceptibles d'élargir le domaine des activités autonomes, définies comme étant à elles-mêmes leur propre fin. C'est pourquoi les pratiques d'entraide et de coopération sont à repérer, approfondir et relayer.

Le scénario prôné par Gorz d'un secteur d'activités autonome appuyé par une réduction forte du temps de travail et un revenu universel ne s'est guère concrétisé. Les quelques avancées qui ont eu lieu montrent que la baisse du temps de travail, voire la garantie d'un revenu, ne suffisent pas à déclencher un déversement vertueux du temps et des énergies disponibles dans les activités d'entraide.

Quels sont les changements de cadre institutionnel qui leur sont indispensables pour qu'elles se pérennisent et se renforcent (3) ? Les écrits d'André Gorz restent stimulants pour penser les défis contemporains.

La vraie vie commence hors du travail (Dominique Méda, professeure de sociologie)

A côté du travail à but économique (le « *travail-emploi* »), accompli en vue d'un paiement et dont le but principal est l'argent, coexistent d'une part le travail domestique et le travail pour soi, réalisés en vue d'un résultat dont on est soi-même le principal bénéficiaire, et, d'autre part, l'activité autonome, poursuivie comme une finalité en elle-même.

Le « travail-emploi » est « hétéronome ». Ceci n'est pas à mettre au compte ni du capitalisme ni de la propriété des moyens de production. : la propriété collective ne transforme pas miraculeusement le travail en activité autonome. La forme salariale, ou la subordination du travailleur à l'employeur, ne constitue pas non plus l'explication principale. Celle-ci est plutôt à rechercher du côté du développement de l'organisation productive, toujours plus spécialisée et divisée. L'hétéronomie du travail est le prix à payer pour l'efficacité productive. Il ne s'agit pas de revenir en arrière : il n'y a pas lieu de regretter la communauté artisanale d'antan. Mais c'est bien parce que le travail est devenu définitivement hétéronome que nous devons nous en libérer et réduire la place occupée par le « travail-emploi » en faveur des activités autonomes qui portent leurs fins en elles-mêmes.

Comment nous libérer du travail ? En utilisant les gains de productivité. Certes, ceux-ci ne sont pas redistribués aux salariés mais confisqués par les entreprises –notamment les actionnaires- et ce processus, à l’origine de l’augmentation du chômage et de la précarité, permet de peser sur les conditions de travail et d’emploi des salariés en place. Mais ce sont ces gains de productivité qui rendent possibles la réduction du temps de travail, la diminution de la place occupée par le travail dans la vie individuelle et sociale ainsi que le développement des activités autonomes.

La réduction de la place et de l’emprise du travail devra s’accompagner de sa redistribution sur l’ensemble de la population active, de manière que chacun puisse accéder à ce à quoi le travail donne accès : à de l’intégration (même si celle-ci est fonctionnelle et non sociale), à des revenus, à des droits et à des protections.

Au début des années 2 000, constatant que le volume de travail nécessaire décroît inéluctablement, et que le niveau général des connaissances constitue désormais la force productive générale (le temps cesse de devenir la mesure du travail) (4), Gorz abandonne l’idée d’un lien nécessaire entre contribution de chacun à la production et garante d’un revenu. et plaide pour un « *revenu inconditionnel suffisant* », qui permette aux allocataires de les affranchir des contraintes du marché du travail.

La réduction du temps de travail (Pierre Larroustou, ingénieur agronome, porte-parole de Nouvelle Donne)

En 1988, Gorz plaide pour une forte réduction du temps de travail sans perte de revenu.

Trente ans après, il y a six millions d’inscrits à Pôle emploi.

Deux thèses s’opposent :

« C’est la fin du travail, les robots et l’intelligence artificielle vont détruire tous nos emplois », disent les uns. La réalité leur donne tort : la France a créé plus de 100 000 emplois depuis un an.

« Oui, mais les gains de productivité réalisés depuis 40 ans n’ont été possibles que grâce à une énergie quasi gratuite, et ce temps est fini », rétorquent-ils.

« L’économie est un processus permanent de destruction créatrice », disent les autres, dans la foulée de Schumpeter. « Si des emplois disparaissent ici, d’autres se créeront ailleurs. Pas besoin de changer de modèle ni de réguler le marché du travail. Il suffit d’améliorer la formation ». Eux aussi ont tort : chacun peut constater que la main invisible du marché n’assure pas des créations d’emplois en nombre suffisant.

Si l’emploi industriel s’est effondré, ce n’est pas à cause de la mondialisation, mais de notre incapacité à gérer les gains de productivité colossaux réalisés depuis 40 ans, observe Robert Reich, ancien ministre du travail de Bill Clinton. L’emploi industriel a reculé de 30 %, alors que la production industrielle made in USA a presque doublé : + 80%. Et les services ne sont pas épargnés par les gains de productivité.

Bilan : le taux d’activité a fortement reculé (moins de 63 % des adultes sont sur le marché du travail), et il y a tellement de petits boulots que la durée hebdomadaire moyenne de travail est tombée à 33,7 heures. En Europe comme aux Etats-Unis, nul ne peut sérieusement contester que la raréfaction du travail a déjà eu lieu (5).

En France, plus de 400 entreprises sont déjà passées à la semaine de 4 jours sans baisser les rémunérations ni augmenter la masse salariale. A partir de ces 400 pionniers, on estime que la semaine de 4 jours à la carte permettrait de créer 1,6 millions d’emplois. Il faut relancer le débat et la négociation sur une RTT forte et bien financée, mais aussi la réflexion sur le projet

de société qui permettra que le temps libéré soit effectivement l'occasion d'une liberté nouvelle, et pas seulement du temps vide. Arriverons-nous à relancer le débat avant que la précarité généralisée ne conduise à l'effondrement de notre société ?

Pour un revenu universel (Benoît Hamon)

Toutes les études convergent pour montrer que la révolution numérique conduit à ce que la quantité de travail requise dans la production diminue. Ce mouvement induit une transformation du rapport de force entre capital et travail, défavorable au travail.

L'utilité sociale, la place qu'occupe l'individu dans la société et les gratifications qu'il en retire ne peuvent ni ne doivent plus reposer exclusivement sur le travail et la production de biens ou de services marchands. Il faut déconnecter richesses et travail.

Le revenu universel soustrait les individus aux logiques marchandes, et leur permet de s'épanouir et d'être reconnus autrement que par la vente de leur force de travail. Il reconnaît le travail et le gratifie en dehors de l'emploi, du contrat et du lien de subordination à un employeur. Travail domestique, bénévole : toutes les contributions des individus au lien social trouvent une reconnaissance.

La gauche ne peut pas résumer le combat pour l'émancipation à l'augmentation du pouvoir d'achat et des salaires, ni à la réduction du temps de travail. Non qu'il faille abandonner ces revendications, loin de là, mais il existe d'autres horizons à court et moyen terme : la transition écologique et le revenu universel (2).

Critique du capitalisme et écologie politique sont liées (Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble et députée de la France insoumise)

Dans *Ecologica* (2007), Gorz écrivait : « en partant de la critique du capitalisme, on arrive inmanquablement à l'écologie politique, qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et radicaliser encore la critique du capitalisme (...) Si tu pars, en revanche, de l'impératif écologique, tu peux aussi bien arriver à un anticapitalisme radical qu'à un pétainisme vert, à un écofascisme ou à un communautarisme naturaliste ».

Gorz explique fort bien comment le capital joue sur deux leviers pour accroître sa rapacité : pressurer les salaires et inciter à une consommation toujours plus grande, et si possible superflue, à l'obsolescence croissante.

Qui peut porter le projet de transformation sociale ? Le nouveau visage du prolétariat contemporain n'est plus celui de l'ouvrier de l'industrie automobile, mais plutôt celui des caissières à temps partiel dans les supermarchés, des jeunes qui bossent dans la restauration rapide, des travailleurs sans papiers dans le bâtiment, des intellos précaires.

Le travail ne va pas disparaître (Thomas Coutrot, membre du comité scientifique d'Attac)

Pour ma part, je suis resté fidèle au premier Gorz, celui des années 1960-1970, qui réfléchit sur la stratégie ouvrière dans le néocapitalisme.

A la fin des années 1970, Gorz en vient à penser que, l'ouvrier étant dépossédé de son travail, il n'y a plus de révolution sociale portée par le salariat. Et qu'il faut donc réduire le travail à la portion congrue. Ce qui suppose une économie duale, avec un secteur producteur de richesses régulé par l'Etat et une redistribution fiscale qui finance un tiers du secteur autonome.

A la fin des années 1990, il se rallie à l'idée du revenu inconditionnel, seul moyen d'anticiper l'effondrement d'un capitalisme qui a atteint ce seuil où l'argent n'a plus besoin du travail pour se valoriser. Gorz est alors influencé par **Moïse Postone**, historien canadien, auteur

notamment de *Temps, travail et Domination sociale* (1993), dont la critique est bien plus profonde que les thèses sur la fin du travail.

Mais, dans ses derniers textes, Gorz évolue encore, de façon positive à mon sens. Il semble même ne plus croire à un revenu universel institué par l'Etat et financé par ce qui reste de travail aliéné pour financer l'autonomie. Il préconise la construction d'une économie parallèle, conviviale, coopérative, liée à la gratuité, hors du salariat. Il cite l'exemple d'Internet, de Wikipedia, des fab labs : ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie collaborative. Il avance la perspective d'une contre-société alternative qui nous prépare dès maintenant à l'effondrement du capitalisme, devenu inéluctable pour des raisons écologiques.

Gorz s'est cru conforté par Postone, mais celui-ci ne nie pas que les salariés et leurs luttes sont des acteurs de l'émancipation. Pour Postone, il faut transformer le travail, et non rêver sa disparition.

L'idée que le travail s'amenuise en raison des gains de productivité est une absurdité. La productivité n'a jamais augmenté aussi lentement. Il n'y a jamais eu autant de salariés dans le monde. L'industrie décline chez nous, mais l'emploi, certes précaire, augmente dans les services (5).

La contradiction fondamentale du capitalisme, ce n'est pas la disparition du travail, c'est la discordance entre le travail abstrait et la vie, le travail vivant. C'est cette contradiction qui mine nos sociétés, parce que le travail abstrait, qui s'autovalorise, est indifférent à la valeur d'usage, c'est-à-dire aux effets de ce qu'il produit.

Le travail ne va pas disparaître. On en a d'ailleurs énormément besoin, ne serait-ce que pour réparer la nature.

La crise du capitalisme (Anselm Jappe, philosophe)

Le capitalisme, dit Gorz dans ses derniers écrits, travaille à sa propre extinction, et fait naître des possibilités sans précédent de passer à une économie affranchie de la domination du capital sur le mode de vie, les besoins et les manières de les satisfaire. L'utopie de l'autoproduction communale coopérative aidera à faire perdre, dans la conscience, la pensée et l'imagination de tous, sa centralité à ce « travail » que le capitalisme abolit massivement tout en exigeant de chacun qu'il se batte contre tous les autres pour l'obtenir à tout prix. Il ne faut donc pas tenter de « sauver » le travail et de « créer des emplois », mais briser le lien même entre vente de sa force de travail et accès aux ressources (2).

Le capitalisme ne se caractérise pas, dans sa nature profonde, par la domination d'une classe sur une autre, sur fond de propriété privée des moyens de production. Il consiste plutôt dans la domination anonyme de la part des catégories fétichistes : la valeur, la marchandise, l'argent, le travail, le capital, l'Etat, le marché.

« Une complicité structurelle », écrit Gorz, « lie le travailleur et le détenteur du capital : pour l'un comme pour l'autre, le but déterminant est de « gagner de l'argent », le plus d'argent possible. L'un et l'autre tiennent la « croissance » pour un moyen indispensable d'y parvenir. L'un et l'autre sont assujettis à la contrainte immanente du « toujours plus », « toujours plus vite » ».

Par conséquent, contester seulement la spéculation financière et les banques est vraiment trop court et peut porter à des formes dangereuses de populisme : « on a beau accuser la spéculation, les paradis fiscaux, l'opacité et le manque de contrôle de l'industrie financière- en particulier les *hedge funds*-, la menace de dépression, voire d'effondrement qui pèse sur l'économie mondiale n'est pas due au manque de contrôle ; elle est due à l'incapacité du capitalisme de se reproduire. Il ne se perpétue et ne fonctionne que sur des bases fictives de

plus en plus précaires.» La crise de 2008, dont nous ne sommes pas sortis, a montré la validité de cette prédiction.

« Envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres modes et moyens de production et modes de vie passe pour irréaliste, comme si la société de la marchandise, du salariat et de l'argent étaient indépassable. En réalité, une foule d'indices convergents suggère que ce dépassement est déjà amorcé et que les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité. »

Les valeurs du convivialisme (*Alain Caillé, professeur de sociologie*)

Partout dans le monde on expérimente d'autres manières de vivre, de travailler, de produire et d'échanger que celle qu'impose la norme néolibérale. Mais ces expériences sont encore bien loin de dessiner un projet de société global qui initie un dépassement effectif du néolibéralisme.

La société post-néolibérale reste à construire. Elle devra se confronter à des défis nouveaux, la finitude de la planète, et la démesure du désir de toute-puissance. Les intellectuels convivialistes élaborent en ce sens un projet plausible et potentiellement désirable (Manifeste convivialiste, 2013, www.lesconvivialistes.org).

Ce projet vise à améliorer le fonctionnement de toutes nos institutions (école, hôpital, justice, prison, université, etc.), à lutter résolument contre le chômage structurel (notamment avec un revenu universel et une politique de relocalisation et de développement d'une économie verte, sociale et solidaire), à lutter contre l'explosion des inégalités, la spéculation financière, les paradis fiscaux et la corruption.

Un tel projet ne prendra tout son sens que s'il devient celui de tous les peuples du monde, mais il revient aux pays riches de donner l'exemple (6).

Reportages :

19 ouvriers de l'usine de glaces Pilpa, à Montpellier, ont repris leur activité en coopérative.

Une campagne de socio-financement a été lancée pour donner du temps à la coopérative Scop-Ti dans sa quête de l'équilibre financier ;

En Allemagne, la dernière réduction du temps de travail, c'était en 1995 pour la semaine de 35 heures dans la métallurgie et l'imprimerie. Depuis, *Die Linke* est le seul parti politique à revendiquer une réduction du temps de travail (30 heures par semaine). Seul le parti des Pirates revendique le revenu universel.

Aux Etats-Unis, le thème de la fin du travail a pris une ampleur nouvelle (secteur agricole, transports, caisses de supermarchés, ...). Le débat est porté par des entrepreneurs issus de la *tech*, comme Martin Ford ou Bill Gates, mais aussi par des chercheurs et des économistes.

Trump met la raréfaction du travail sur le dos de l'immigration et de la mondialisation plutôt que sur l'automatisation. Le débat ne fait que commencer.

Commentaires

(1) J'adhère à l'idée selon laquelle il restera des tâches nécessaires à la collectivité ou à la production de certains biens (« à l'échelle de la mégamachine industrielle ») qui resteront dans le champ du travail « hétéronome » (en ce sens, il n'y aura pas de « fin du travail »). L'émergence des logiciels libres et des imprimantes 3D n'y changera rien.

Mais je crois aussi :

Que la quantité de ce « travail » nécessaire continuera à décroître (c'est un mouvement que l'on observe depuis plus d'un siècle), et qu'il faut donc organiser le partage de ce travail (c'est aussi ce que dit Dominique Méda, voir p. 3)

Que l'idée d'autogestion reste pertinente pour ce « travail » : c'est-à-dire un pouvoir de décision (conseil d'administration) partagé (en parts égales) entre les représentants de l'intérêt général (les pouvoirs publics), les représentants des travailleurs, et les représentants des « usagers » (ou des clients). (Au passage, on aura remarqué qu'il n'y a pas de part pour « les représentants du capital » -soit que l'entreprise soit devenue propriété collective, soit que la rémunération du capital soit négociée entre les fournisseurs de capitaux et le conseil d'administration).

(2) Comme le souligne (après Marx) Jean-Marie Harribey (*La richesse, la valeur et l'inestimable*, 2013), la valeur (économique) est fondée sur le travail. Le revenu d'existence (qui vise à restreindre la sphère productive) serait obligatoirement prélevé sur cette même sphère productive monétaire : il y a là une contradiction insurmontable.

[Les économistes et hommes politiques libéraux voient d'un bon œil l'idée de revenu d'existence, remplaçant toutes les prestations sociales : les choses sérieuses (l'économie réelle, la production) pourraient continuer à être gouvernées par « les marchés » (financiers), moyennant un prélèvement, qui, n'en doutons pas, ne tarderait pas à se réduire comme peau de chagrin... la seule limite étant l'esprit de charité ou la pitié des possédants...].

(3) Quels sont les changements de cadre institutionnels indispensables ?

Je crois plus que jamais nécessaire de desserrer l'emprise du capital.

Il convient de renforcer les services publics (en propriété publique) : santé (médecine, hôpitaux, entreprises pharmaceutiques), éducation (y compris les écoles de commerce), mais aussi logement, transports, communication, culture...

Ces services correspondent à une part grandissante des postes de dépenses des ménages (tandis que la part affectée à l'alimentation et à l'habillement chute).

La politique de privatisation actuellement menée par nombre de gouvernements, dont le nôtre (autoroutes, ports, entreprises naguère publiques) va à l'opposé de ce qu'il faudrait faire.

(4) « Le temps cesse de devenir la mesure du travail ».

Il faudrait nuancer cette affirmation. Dans la plupart des cas, le temps reste une vraie mesure du travail.

Il n'y a que dans les tâches de conception que cette notion n'est pas tout-à-fait pertinente. On l'a vu lors de la mise en place des 35 heures, où ont été mises en place des mesures spécifiques pour les cadres, dont ils ont tout de même bénéficié.

L'évolution actuelle, où chacun doit être disponible et joignable en permanence est préoccupante, et des barrières doivent être instituées, pour donner à chacun des temps de vraie liberté.

(5) Y aura-t-il plus de travail ? ou moins de travail ?

Je me permets de reproduire ici l'éditorial du numéro 35 (octobre 2006) de ma lettre mensuelle *Citoyen du monde à Montrouge*.

Qu'on le souhaite ou qu'on le redoute, notre société est appelée à un mode de fonctionnement plus économe des ressources naturelles. Ceci n'ira pas sans changements profonds. Faudra-t-il plus, ou moins, travailler ?

Dans le *Politis* (cet hebdomadaire qui aide à mieux comprendre notre monde, et qu'il ne faut pas laisser mourir) du 14 septembre, Jean Gadrey d'une part, et Cyril Di Méo et Jean-Marie Harribey d'autre part (voir le n° 34 de cette Lettre), parviennent à des conclusions qui semblent à première vue opposées.

Pour le premier : « on verrait probablement qu'il ne faut **pas moins de travail**, mais davantage et de meilleure qualité, pour répondre à des besoins justifiés et plus « soutenables ». un chiffre : pour atteindre le même « taux d'emploi » que la Suède dans les services relationnels de proximité, nous devrions créer 3 millions d'emplois, en France, majoritairement publics et associatifs... »

Pour les seconds, « [la réduction des inégalités, au Nord comme au sud de la planète, pourra se faire essentiellement par le biais de l'augmentation et de l'amélioration des services publics, de la protection sociale, de l'éducation, et par celui d'une répartition entre tous du travail à accomplir] **pour que chacun puisse moins travailler.** »

Qui a raison ?

Jean : Il est clair qu'il y a une tendance historique à la réduction du temps de travail. Celle-ci résulte des progrès dans l'organisation du travail (merci Taylor), et de l'automatisation, qui ont permis des gains spectaculaires de productivité.

Paul : Tu oublies que pour faire tourner les machines, il faut de l'énergie, et que précisément nous arrivons, avec l'épuisement des ressources fossiles, à la fin de l'énergie bon marché. Le boom économique du XX^{ème} siècle et du début du XXI^{ème} résulte de la consommation effrénée de ces ressources non renouvelables, dont seront privées les générations futures.

Jean (poursuivant son raisonnement sans prendre en compte l'objection de Paul): Et puis la délocalisation dans les pays à bas salaires de la fabrication des biens matériels (mais aussi de certains services) réduit d'autant la quantité de travail à fournir dans nos pays développés.

Paul : Mais cette délocalisation est rendue possible par le très bas coût des transports, qui ne prend pas en compte les nuisances induites sur l'environnement, et qui résulte lui aussi du très bas coût de l'énergie. Avec la relocalisation des industries, et le moindre recours aux machines, il y aura plus de travail.

Jean : Pas forcément. Prends l'exemple des transports routiers : il faut un conducteur par poids lourds, alors qu'il suffit d'un conducteur pour un train entier... La fin inéluctable des transports routiers se traduira par une diminution de la quantité totale de travail dans les transports.

Paul : Mais à l'inverse, l'agriculture, qui ne pourra plus faire appel autant qu'aujourd'hui à la mécanisation et aux engrais, qui devra devenir plus bio, donnera certes des produits plus savoureux, mais demandera plus de travail...

Jean : ... Et puis, bon gré mal gré, nous devons abandonner les gadgets inutiles, réduire ou supprimer les emballages, faire durer les objets, les réparer, les recycler. Cela fera moins d'objets à produire, donc moins de travail...

Paul : Pas sûr ! Il faudra beaucoup de nouveaux emplois pour réparer, trier les déchets, recycler...

Jean : Seront-ce des emplois nouveaux ? ou nous mettrons-nous tous à apprendre à réparer, rafistoler, réutiliser ? Redécouvrons-nous le plaisir de faire soi-même : la cuisine, les vêtements, le tricot, le jardinage, le bricolage ?

Et pour les services, le bénévolat, l'entraide, ne sont-ils pas appelés à se développer ? On y trouverait une plus grande fraternité, convivialité...

Paul : Certes, la part des activités non marchandes est appelée à s'accroître. Mais dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'aide à la petite enfance et aux personnes âgées, il y a certainement lieu de créer des emplois, de donner aux personnes qui s'y consacrent un statut et une reconnaissance professionnelle...

Comment départager Jean et Paul ?

Une démarche de **planification démocratique**, à différents niveaux, pourrait (devrait) être mise en place, pour prévoir et quantifier les besoins, les contraintes, les ressources disponibles, à différents horizons (vingt ans, cinq ans, un an).

Et afin d'assurer le plein emploi, l'**ajustement** devrait se faire en jouant sur la **durée légale du travail**.

(6) « Un tel projet ne prendra sens que s'il devient celui de tous les peuples du monde ».

Oui, et cela pose la question de la concurrence, et du commerce équitable.

A l'opposé du néolibéralisme, qui tend à tirer vers le bas le niveau de protection sociale et le respect de l'environnement, la régulation (au niveau européen, comme au niveau mondial) doit viser à les élever.